

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE

XXIII REUNION DU COMITE SPECIAL SUR LE TOURISME DURABLE ET I REUNION PREPARATOIRE DE LA III REUNION DE MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)

RESUME DE PROJET CONCERNANT LA CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES DESTINATIONS DE CROISIÈRE DE LA CARAÏBE (ADCC)

La Déclaration de Panama du 29 juillet 2005, réaffirme l'engagement des chefs d'État et/ou de gouvernement de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) à l'égard du développement du tourisme durable, ainsi que le mandat, entre autres, de convoquer une Réunion des Ministres du Tourisme et des fonctionnaires de haut niveau dans le domaine du tourisme pour «échanger des expériences, analyser des propositions et des options de politiques publiques sur le tourisme, en particulier sur les navires de croisière, afin d'évaluer le potentiel qu'a ce type de tourisme de contribuer davantage au développement durable de ce secteur dans les pays de la région ».

Lors de la Première Réunion des Ministres du Tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-1), réalisée à la Havane, Cuba, en 2006, les Ministres du tourisme de la région ont commandé une étude sur l'Impact du tourisme de croisières dans la Grande Caraïbe, dans le contexte de la contribution du Tourisme de croisières au développement durable de Etats membres et Membres associés de l'AEC. L'étude a été complétée en 2010, moyennant la collaboration conjointe des Directions du tourisme durable et du transport de l'AEC. Les leaders régionaux du tourisme ont aussi convenu de « [considérer] la possibilité de créer une Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe, qui contribuera à exercer plus de force dans les discussions avec l'industrie et aura le potentiel d'avoir un impact positif en termes des bénéfices tirée par les États membres et membres associés de l'AEC, en particulier grâce à l'augmentation des navires de croisière ».

Il est prévu que l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC) fonctionne comme un mécanisme de coopération, mise en réseau, échange de connaissances et dialogue entre les agences gouvernementales et régionales, et les parties prenantes internationales de l'industrie qui exercent leur activité dans cet important sous-secteur du tourisme, à travers la leadership et la coordination d'Etats membres et Membres associés de l'AEC. Il a été convenu de « créer un Groupe de travail ad hoc pour mener à bien la tâche d'établir l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe ». Le Groupe de travail ad hoc, constitué par des fonctionnaires de plusieurs Etats membres a été chargé d'avancer dans le concept et le cadre pour l'institutionnalisation de l'ADCC, moyennant la préparation de la documentation légale, le plan opérationnel et le calendrier à suivre pour la création de l'Association.

La Première Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-1) à eu lieu à Managua, au Nicaragua, le 10 décembre 2009, à la tenue de la Deuxième Réunion des Ministres du

Tourisme de la Grande Caraïbe (MTC-2). La réunion s'est penchée sur un document intitulé *Document sur les Objectifs, la Composition, les Fonctions et autres Aspects Institutionnels de la proposition d'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC)*, préparé par la Direction du Tourisme durable de l'AEC, qui a été analysé, révisé et présenté ensuite pour consultation, à la 21^e Réunion du Comité spécial sur le Tourisme Durable (CSTD), en mai 2010.

Les principales conclusions et recommandations issues de la première réunion ont été les suivantes:

- Prise en compte du potentiel que détient la région Caraïbe en matière de destinations de croisière et reconnaissance de l'importance d'utiliser le concept élargi de la Caraïbe sur la base de la diversité culturelle et géographique de la région.
- Reconnaissance de l'importance à donner, non seulement à l'impact économique du tourisme de croisière, mais aussi aux impacts sociaux, culturels et environnementaux.
- Recommandation sur les aspects suivants à tenir en ligne de compte pour le Plan de travail de l'ACCD :
 - Promotion de l'achat de produits, biens et services aux ports, à travers les fournisseurs locaux et/ou les Etats membres de l'AEC.
 - Génération d'emplois à bord pour les citoyens de la Grande Caraïbe.
 - Organisation de voyages de familiarisation sur les navires de croisière, pour les agents de voyages, en coordination avec les destinations visitées, afin d'encourager la promotion de ces endroits comme destinations.

La composition, le plan de travail et la structure du GT-ACCD ont été approuvés, ainsi que l'équipe de conseillers fournissant l'appui technique au Groupe de travail, qui a été composé comme suit:

Tableau 1. Groupe de travail ad hoc pour l'Etablissement de l'Association de Destinations de croisières de la Caraïbe

ACCD-GT – Comité Exécutif		
Présidence	Nicaragua	
Vice-présidence	Haïti et Mexique	
Vice-présidence suppléante	Belize	
	Cuba	
Sous-comités		
INTERACTION AVEC L'INDUSTRIE DES CROISIÈRES	STATUTS ET REGLEMENTS INTERNES	PLAN STRATEGIQUE OPERATIONNEL ET DE FINANCEMENT
Présidence: Mexique	Présidence: République	Présidence: Colombie

	Dominicaine	
Honduras	Honduras	Honduras
Belize	Haïti	Haïti
	Venezuela	St. Christophe et Nevis
	El Salvador	Venezuela
	Guatemala	Sainte-Lucie
	Cuba	Guatemala
	St. Christophe et Nevis	Dominique
	Dominique	OTC
	Conseiller juridique de l'AEC	SICA

La **Deuxième réunion du Groupe de travail ad hoc pour l'Etablissement de l'Association de Destinations de croisières de la Caraïbe (ACCD-GT-2)** a eu lieu à La Antigua Guatemala, Guatemala, le 2-3 septembre 2009. Les décisions émanant de la réunion ont été les suivantes :

- L'échéance pour la mise en place de l'ADCC est prévue pour la mi-décembre.
- Le Dr Paul Ridoutt, consultant, serait engagé pour la période jusqu'à la mi-décembre, pour produire les statuts et les règlements de l'ADCC ainsi que son plan stratégique opérationnel, y compris le Plan de financement durable.
- Grâce à un mécanisme de sous-comités, les membres de l'ADCC-GT et les États membres de l'AEC intéressés, avec la participation de l'OTC, et du SICA, contribueront aux produits livrables de la consultation.
- La réunion a également validé l'ajout du secteur privé, au niveau des pays, pour être intégré dans l'approche régionale.
- La réunion a décidé de convoquer une réunion au Mexique en novembre avec l'industrie des croisières.

La Réunion a aussi décidé que les produits livrables de la consultation seraient les suivants :

- Constitution (Statuts) et Règlement interne de l'ADCC.
- Plan stratégique et opérationnel pour le fonctionnement de l'ADCC y compris un Plan de Financement durable pour l'ADCC.

Suite aux décisions émanant de la (ADCC-GT-2), le Secrétariat a entrepris la recherche des fonds requis pour se conformer à toutes ces décisions. A cet égard, la demande adressée à la République de Turquie, un pays observateur de l'AEC, a été approuvée, pour une contribution d'USD 50. 000,00 et le Secrétariat a procédé à la coordination du recrutement d'un consultant.

Le service de conseil de M.Ridoutt a commencé le 29 novembre, a représenté un montant de 27.482,38 en commençant et comprenait les composantes ci-après.

Du 29 novembre au 4 décembre 2010, un collègue du consultant, M. Alex Titcombe s'est rendu au Secrétariat de l'AEC pour effectuer une mission d'enquête, pour faciliter la préparation d'un Rapport initial. Du 18 au 20 janvier 2011, une deuxième mission a eu lieu afin de discuter les contributions en vue de rédiger une première version du projet d'éléments livrables.

Ces missions ont impliqué des discussions avec les employés pertinents de l'AEC et des parties prenantes clés des Comités du Groupe de travail ad hoc, ainsi que d'autres points de contact,

afin de permettre au consultant d'entreprendre les tâches et activités comprises dans le Plan de travail.

Les documents finaux de cette consultation ont été communiqués par le consultant le 11 mars 2011. Les documents élaborés par le consultant ont été les suivants :

- Le projet de Statuts de l'ACCD y compris les objectifs, la composition, les fonctions et d'autres aspects institutionnels de l'Association;
- Le projet de règlements internes (opérationnels, administratifs et financiers) de l'ACCD, qui font partie intégrante des documents statutaires;
- La formulation du Plan opérationnel stratégique pour le fonctionnement de l'ACCD
- Le budget proposé et la cotisation des Membres;
- Le développement d'un Plan de marketing y de directives pour le site web de l'ACCD.

Les documents produits par l'expertise-conseil et ceux relatifs au retour d'information des Etats membres ont été compilés par le Secrétariat, pour faciliter le processus de prise de décisions à la **Troisième Réunion du Groupe de travail ad hoc (ACCD-GT-3)**, tenue à Managua, Nicaragua, le 15 et 16 juin 2011, et pour les présenter ultérieurement à la XXII Réunion du Comité spécial sur le Tourisme durable (CSTD-22) pour discussion, afin de continuer d'avancer. La Réunion a réussi à analyser les retours d'information reçus des Etats membres sur les projets, dans le but de mettre au point ces documents et pouvoir prendre des décisions sur les prochaines étapes à suivre dans ce processus. Entre autres choses, il a été décidé de faciliter des réunions ultérieures pour résoudre des questions cruciales relatives au financement, les cotisations des membres, la structure et les corps de l'ACCD, ainsi que d'autres aspects liés à l'organisation, en vue d'accélérer l'établissement officiel de l'Association. Il a aussi été convenu que l'ACCD ne serait pas établie comme une nouvelle organisation régionale, mais comme une initiative dans le cadre des paramètres de l'AEC, de la même façon que la Commission de la Mer des Caraïbes (CMC).

L'importance de convoquer une réunion d'information avec l'industrie de croisières sur l'ACCD proposée a été à nouveau considérée comme une priorité. Afin de faciliter les discussions sur la convocation de cette réunion, la Direction a préparé un projet de programme qui a été approuvé et les documents de recherche complets sur les six points prioritaires définis par le Groupe de travail comme étant des domaines pour l'intervention et l'engagement de l'industrie. Ces points sont les suivants :

1. Promouvoir l'achat de produits, de biens et de services de fournisseurs locaux et/ou des Etats membres de l'AEC;
2. Générer des emplois à bord pour des citoyens de la Grande Caraïbe;
3. Organiser des voyages de familiarisation sur les croisières pour les agents de voyage;
4. Développer des programmes de protection de l'environnement naturel;
5. Développer un plan d'infrastructure régionales pour le développement des croisières dans tous les pays de l'AEC, conjointement avec le plan mésoaméricain;
6. Développer une coopération dans la route de croisières semblable à celle des Croisières baltiques.

Les documents de recherche ont été inclus dans l'ensemble de documents de l'ACCD-GT-3. En outre, le Secrétariat a mis à jour l'étude sur des documents réalisée en 2009 sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux du tourisme de croisières dans la région, qui a aussi été retransmis à la réunion. .

En ce qui concerne les prochaines étapes à suivre, des réunions futures du ACCD-GT sont envisagées pour conclure les discussions sur le cadre juridique et opérationnel de l'ACCD, afin d'en présenter les résultats à la prochaine réunion de Conseil des Ministres de l'AEC pour approbation. Le Secrétariat a aussi commencé des activités de contact avec des représentants des Associations de croisières afin d'avancer dans la convocation de la réunion proposée avec l'industrie des croisières.

En vue de promouvoir dans le domaine du tourisme les progrès concernant l'établissement de l'ACCD et éveiller l'intérêt, l'engagement et un large soutien régional et international parmi les parties prenantes clés, le Secrétariat, en collaboration avec la Présidence du CSTD, a participé à plusieurs manifestations régionales, en fournissant des rapports et faisant des présentations liées au Programme de tourisme de l'AEC, et en mettant particulièrement l'accent sur les avancements vers l'établissement de l'ACCD. A cet égard, une présentation a été faite à la Réunion annuelle du Conseil des Ministres et de Membres de la Commission de l'OTC, réalisée le 9 juin 2011, dans le cadre de la Semaine caribéenne de l'OTC à l'Exposition de New York. Par ailleurs, une présentation a été faite aux délégués de la CARICOM et à d'autres parties prenantes liées au tourisme, en assistant au XIX Congrès Interaméricain du tourisme, organisé par l'Organisation des Etats Américains (OEA) du 26 au 28 septembre 2011 à El Salvador. Le potentiel que revêt l'ACCD en ce qui a trait à la promotion du tourisme à destinations multiples a été discuté à la Foire internationale du tourisme au Venezuela (FITVEN) 2011, réalisée à l'île de Margarita, Venezuela, du 21 au 24 octobre. Aussi, au cours de la Septième Réunion du Comité interaméricain de ports, tenue à Lima, Pérou, le 15 et 16 mars 2012, l'ACCD et sa relation avec la gestion des Ports/destinations a été signalée.

Le projet d'établissement de l'ACCD a été un processus intensif, détaillé et qui a impliqué presque 3 ans d'efforts et d'interventions du Secrétariat de l'AEC, depuis ses débuts en 2009. En considérant la conduite et l'exécution générale du projet, on remarque que des progrès importants et substantiels ont été réalisés dans l'accomplissement des objectifs du projet. L'importance du travail de formation réalisé, servant à poser les fondements pour le fonctionnement futur et la durabilité de l'ACCD, et l'accroissement de la coopération entre les Etats membres à cet égard sont très remarquables.

L'exécution de ce projet a fait que le 'Tourisme des croisières' passe au premier plan des discussions politiques, ce qui a donné comme résultat que les décideurs de la région portent leur attention à l'ACCD, en envoyant des retours d'information sur les documents du projet et en participant aux réunions de l'ACCD. Par la suite, les activités d'information réalisées par l'AEC ont contribué à ce qu'elle soit félicitée pour les efforts mis en œuvre pour résoudre cette question, et que l'ACCD soit reconnue et appuyée par les groupes de parties prenantes régionales, y compris par la Communauté caribéenne (CARICOM) et le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) comme étant une **solution pratique et faisable**.

Dans un contexte géopolitique plus large, le manque d'une position ou d'une plate-forme régionale unifiée pour la coopération dans le domaine du tourisme de croisières a donné lieu à

des disparités dans la qualité des produits et des services, en ce qui concerne l'expérience des croisières aux destinations individuelles. Le tourisme de croisière est synonyme de tourisme à destinations multiples et étant donnée la concurrence croissante de destinations émergentes en Asie et ailleurs, et le déclin accentué de la part comparative de l'industrie correspondant aux régions, il est nécessaire d'avoir une approche régionale avec des stratégies innovatrices pour accroître la compétitivité et l'attrait de la région et assurer l'avenir de l'industrie. A l'appui de cette méthodologie on peut mentionner que le rapport de 2004 du Conseil Mondial du tourisme et des voyages (WTTC) 2004 signale que les autorités régionales doivent procéder à développer et convenir sur une politique de tourisme de croisières. Auparavant, Dunlop, dans sa discussion sur des questions de négociation touristique pour l'Accord général sur le commerce des services (GATS) en cours, recommandait que la coopération à cet égard *"augmenterait le pouvoir de négociation collective des destinations dans les négociations avec les croisières... et augmenterait les avantages apportés par les activités de croisière aux économies nationales"* (Dunlop, 2003).

L'ACCD a été conçue dans ce but et dans ce sens, le soutien, l'engagement et les directives claires des Membres et des Membres associés de l'AEC continuent d'assurer le succès de son établissement et sa durabilité future.

ANNEXE I

Vue d'ensemble de l'exécution budgétaire

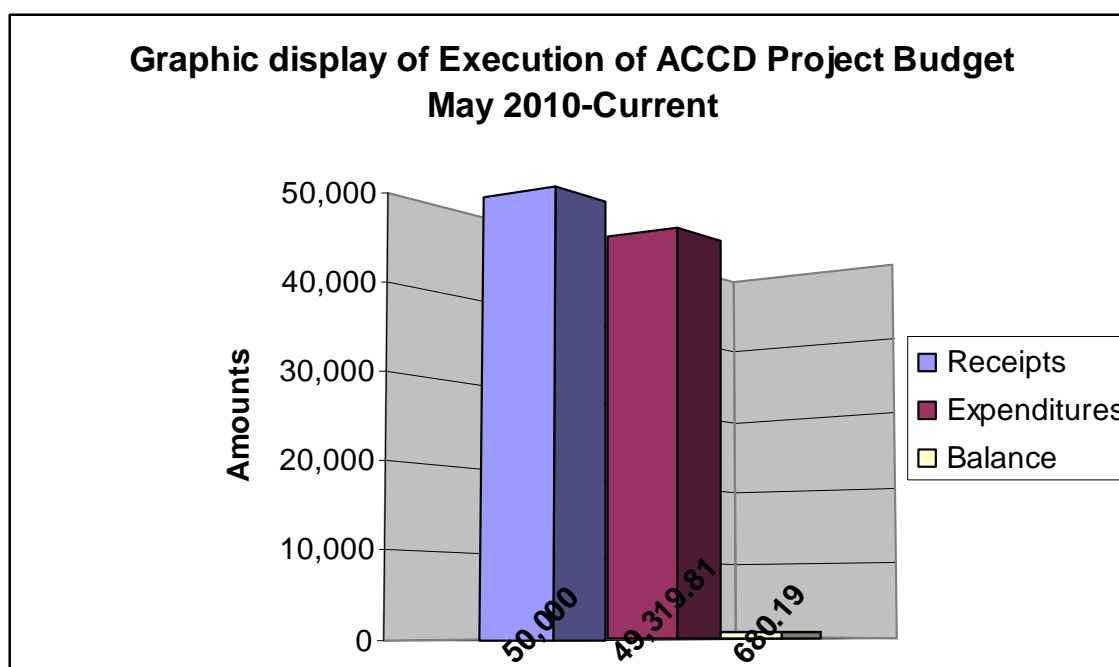
Ci-après, la répartition financière et les détails résumés des dépenses liées à l'exécution du projet de l'ACCD pour la période allant du 5 mai 2010, lorsque la contribution de la République de la Turquie a été reçue, jusqu'à cette date. L'information est présentée suivant la nature/le type d'activité et le coût réel, en relation à l'exécution du budget.

Budget total du Projet: **USD 50.000**

Résumé de dépenses jusqu'à présent: **USD 49.319,81**

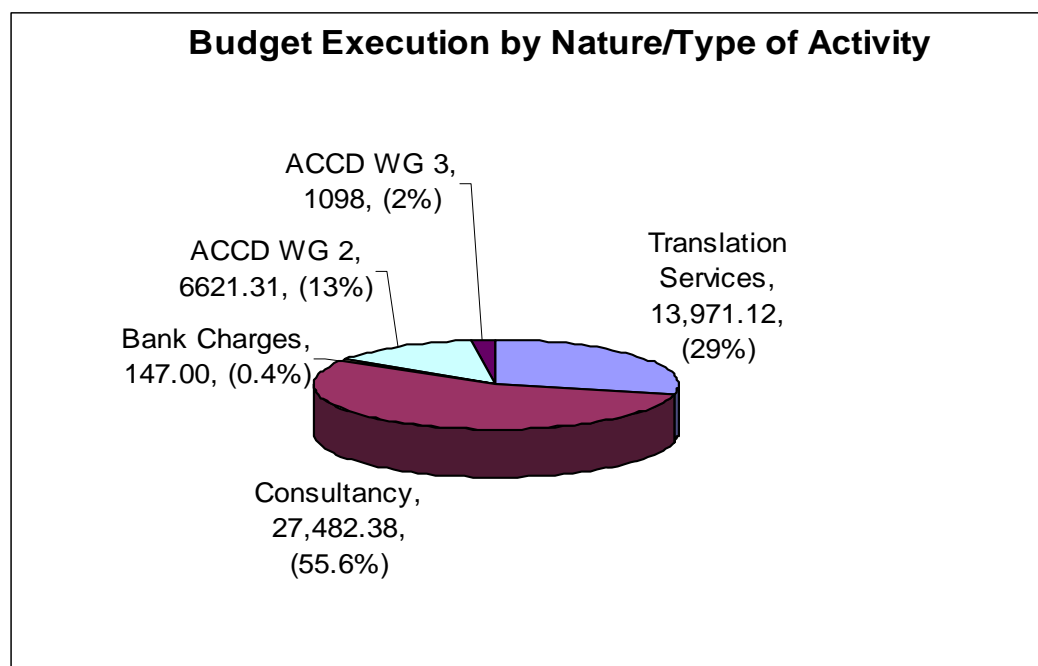
Solde restant des fonds du projet: **USD 680,19**

Figure 1. Vue d'ensemble du revenu et des dépenses du Budget du Projet de l'ACCD



**Graphique présentant l'exécution budgétaire du Projet de l'ACCD
mai 2010 – à cette date**

Figure 2. Exécution budgétaire du Projet de l'ACCD suivant la nature/le type d'activité



Projet de l'ACCD- Exécution suivant la nature/type d'activité	
Activité	Coût
Services de traduction	13.971.12
Expertise-conseil ACCD	27.482,38
Frais bancaires	147,00
Réunion ACCD GT 2 Billets d'avion et Per diem	6.621,31
Réunion ACCD GT 3 Per diem partiel	1.098., 00
Total	49,319.81